NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Nous empruntons la traduction de la plus grande partie des détails suivants.

Paris, 25 février 1848.—La garde municipale est dissoute. La garde de la ville est confiée à la *garde nationale sous les* ordres du général Courtais, commandant de la garde nationale de Paris. Une proclamation a été publiée aujourd'hui par le gouvernement provisoire pour l'organisation d'une garde nationale mobile de 24 bataillons.—Le château de Vincennes s'est rendu ce matin, après une faible résistance. La plupart des fortifications se sont rendues de même.—La Banque de France est ouverte aujourd'hui. Le trésor public et les banquiers particuliers n'ont pas encore ouvert et les affaires de banque sont arrêtées.—La Bourse est close. Le commissaire a annoncé aujourd'hui que la Bourse serait ouverte demain.—Les bustes de Louis-Philippe sont partout brisés. De grands rassemblements du peuple d'Orléans et de Rouen sont venus à Paris pour se battre.

Paris, 26 février 1848.—L'excitation continue, mais les affaires prennent une tournure plus favorable. Les mesures du gouvernement provisoire produisent beaucoup de satisfaction. Toutes les marques de la royauté, les armes royales sont détruits. Il y a pourtant des gens qui disent encore que le comte de Paris ou le duc de Bordeaux ont quelque chance de régner. Le nom du prince Louis-Napoléon a été salué des cris de "*Vive l'Empereur.*"—Le peuple demande la *proclamation* de la république et le drapeau rouge en place du drapeau tricolore. M. de Lamartine réussit à apaiser l'irritation, mais une nouvelle populace armée de sabres et de bayonnettes envahit l'hôtel-de-ville. *Déjà le peuple se dis*posait à tirer sur les membres du gouvernement, M. De Lamartine se hasarda encore à parler. Pendant une demi-heure, la foule refuse de l'entendre, et vocifère et brandit des armes au-dessus de la tête de l'orateur. M. De Lamartine, les bras croisés, recommence son discours et parvient à adoucir l'irritation, et finit par déterminer le peuple à se retirer.—20,000 des jeunes gens les plus capables de Paris ont été *enrôlés* comme gardes nationaux mobiles. Leur apparence est magnifique. Ils se sont promenés dans les rues en chantant la Marseillaise. Des régiments de ligne arrivent à Paris *pour remplacer* ceux qui ont été *débandés.—Après la* prise des Tuileries, le peuple trouva un crucifix sculpté devant lequel il s'arrêta et qu'il salua. "Mes amis, dit un élève de l'Ecole Polytechnique ; voilà notre maître à tous ! Le peuple s'empare du Christ, et le porte solennellement à l'église de St. Roch, en criant : citoyens, à bas les chapeaux, et saluez le Christ ! " et toutes les têtes se courbent religieusement.—On regrette beaucoup qu'outre les Châteaux de Neuilly et de St. Cloud, le pont sur la Seine a Amiens ait été brûlé.—L'amiral Baudin a pris le commandement de la flotte de Toulon et se rend en Algérie.—Tous les prisonniers politiques sont mis en liberté et on leur a donné les moyens de joindre leurs familles. On a changé l'officier supérieur à qui la garde d'Abd-el-Kader était confiée.—*A Dreux*, il paraît qu'un cultivateur a procuré *des déguise*ments pour les fugitifs royaux et leur suite. Le roi se couvrit d'un vieux manteau, s'étant d'abord coupé les favoris et ayant ôté sa perruque. Le roi se fit passer pour un anglais tout le reste du voyage.

Paris, 27 février 1848.—Paris est ce matin tranquille. Il a fait la nuit dernière un temps affreux, une pluie torrentielle est tombée. La République a été hier officiellement annoncée par M. A. De Lamartine, entouré des membres du gouvernement provisoire et des quatre secrétaires.—La royauté est abolie. Le peuple est appelé à exercer ses droits politiques. Des ateliers nationaux sont ouverts pour ceux qui manquent d'ouvrage. L'armée sera réorganisée. La peine de mort est abolie pour tous les délits politiques.—Le nombre des blessés est de 428, dont 78 militaires. Lundi les cérémonies funèbres ont été faites pour les victimes des troubles, dans toutes les églises de Paris, et l'on y a chanté solennellement *Domine, salvum fac populum.*

Paris, 28 février 1848.—La ville continue tranquille. Les ambassadeurs de la république Argentine et celle de l'Uraguay reconnaissent le nouveau gouvernement.—M. Rush, ambassadeur des Etats-Unis accompagné de M. Martin et du major Poussin se sont rendus à l'hôtel-de-ville et ont reconnu le nouveau gouvernement.—Victor Hugo est nommé maire du 9e arrondissement de Paris et M. de Cormenin vice-président du conseil d'état. Lord Normanby, ambassadeur d'Angleterre, a eu une longue entrevue avec M. de Lamartine.

Fuite de la famille royale.—Les fugitifs se sont rendus de Honfleur au Hâvre dans un bateau. Information fut donnée en Angleterre et un steamer de Southampton, l'*Express*, vint les prendre au Hâvre et les débarqua en Angleterre le même jour. Le Roi en débarquant s'écria emphatiquement : " Dieu merci, je suis sur le sol anglais." Grand nombre de villageois l'entourèrent et échangèrent avec lui des poignées de main. L'Ex-Roi parut très affecté de cette expression de sympathie pour ses infortunes et exprima sa reconnaissance aux personnes présentes. Il était pauvrement habillé. Il portait un *pea-Jacket* qu'il avait emprunté au capitaine de l'*Express* et des pantalons gris. Il avait sur la tête une casquette de drap bleu et autour du cou une cravate rouge et blanche. La Reine avait un large manteau carreauté et un voile épais sur le visage. En se rendant à l'auberge l'Ex-Roi rencontra plusieurs habitans de la place à qui il donna la main. Il fit venir près de lui un M. Packham qu'il avait connu en France et causa longtemps avec lui. Il était alors tout habillé de *noir*, et il paraissait assez *gai*. *La Reine était dans la Chambre*, écrivant une lettre et paraissant absorbée dans ses pensées. Elle ne fit pas attention à ceux qui l'entouraient. Louis-Philippe donna tout son argent à M. Packham pour le faire changer en or anglais, et pour acheter des hardes dont il avait, disait-il, grand besoin. A Brighton, Louis-Philippe reçut la visite d'un grand nombre d'habitans et en parut très satisfait. Dans un moment d'émotion extrême, il s'écria en joignant les mains : " Charles X fut chassé pour avoir violé la charte, on me chasse, moi, pour l'avoir défendue et pour avoir gardé mon serment. J'espère qu'on comprendra cela et qu'on le fera connaître."—L'ex-Roi et la Reine de France ont quitté Newhaven samedi matin et ont été conduits dans des chars particuliers par le chemin de fer de Brighton au château de Claremont. *Partout sur la route* où ils arrêtaient, le peuple entourait les chars et saluait les pauvres fugitifs. Le roi les remerciait affectueusement par ces mots : *Thank you sir, much obliged to you, sir.* Le peuple répondit en plusieurs endroits : " Longue vie au roi Louis-Philippe." Au bout du chemin de fer, un équipage royal attendait les illustres hôtes. Quand le roi débarqua des chars, tous ceux qui étaient présents se découvrirent. C'était un grave spectacle. Il n'y eut pas d'acclamation. L'ex-roi et la reine prirent place dans la voiture. La reine portait un châle blanc et noir, une robe de soie noire et un chapeau pareil. Quand les autres membres de la famille royale eurent pris la place dans la voiture, ils furent conduits au Château Claremont, la résidence de feue la princesse Charlotte et le prince Léopold, maintenant roi des Belges. Le duc de Nemours quitta Paris si brusquement qu'il n'emporta rien avec lui, il passa par Boulogne où il rencontra ses parents le duc et la duchesse de Saxe-Cobourg avec qui il traversa le Détroit. Tous les autres membres de la famille royale sont arrivés en Angleterre sains et saufs, excepté la duchesse d'Orléans et ses enfans.

Paris, 2 mars 1848.—Les journaux de la capitale sont remplis de décrets, et ordonnances du gouvernement provisoire, nominations des nouveaux fonctionnaires qui paraissent être vus avec satisfaction.

4 mars.—Le grand événement de ce jour sont les funérailles des victimes du 22, 23 et 24 février. Ces funérailles ont été imposantes.

6 mars.—Il y a eu aujourd'hui une grande agitation dans la ville. La puissante maison Gouin et Cie., a fait faillite. Des décrets sont publiés changeant les noms de divers vaisseaux dans la marine, les noms des rues qui s'appellent d'après la famille royale, etc. Toutes les institutions qui avaient le terme " Royal " attachées à leurs noms, se nommeront à l'avenir " National."

9 mars.—La ville est tranquille, mais la crise financière continue. Plusieurs nominations diplomatiques sont annoncées. M. (ci-devant Duc) d'Harcourt va à Londres ; M. D'Alton-Shée, à Turin, M. (ci-devant Comte) de Boissy à Rome, Général Fabvier à Constantinople, M. de Tracy aux Etats-Unis, M. de Beaumont Vassy au Danemarck, M. (ci-devant Prince) de la Moskowa à Madrid.—*Le gouvernement* provisoire a reçu ce matin une députation du comité central des chartistes de Londres, qui lui exprima l'admiration des patriotes anglais pour le courage et la magnanimité du peuple français.—Mgr l'Archevêque de Paris accompagné de deux de ses vicaires-généraux, a été faire au nom de son clergé acte d'adhésion au nouvel ordre de choses.— Les maréchaux Soult, Molitor, Sébastiani, Bugeaud, Reille et le Duc de la Brunerie ont envoyé leur adhésion au nouveau gouvernement ainsi que le général St. Yon, le collègue de M. Guizot au ministère de la guerre, Fabvier, Grouchy, Préval, Montholon, *Gourgaud*, etc. Le gouvernement a reçu des offres de services de la part des princes Napoléon Bonaparte, Jérome Bonaparte et Louis Bonaparte, qui sont tous trois à Paris. Le gouvernement a répondu au prince Louis Napoléon en le remerciant pour son zèle et son patriotisme et lui intimant en même temps que sa présence en ce moment à Paris pouvait embarrasser le gouvernement.—M. de Rothschild a annoncé au gouvernement provisoire qu'il est prêt à tenir ses engagements envers l'état pour le nouvel emprunt. Il a aussi envoyé 50,000 francs au maire de Paris pour les blessés.

Paris, 10 mars 1848.—Les prochaines élections en France occupent toute l'attention. Le gouvernement provisoire se prépare sagement pour ces graves évènements.—Hier une députation de 280 citoyens des Etats-Unis se rendit en *procession* à l'Hôtel-de-Ville avec les drapeaux français et américains unis ensemble et présenta une adresse de félicitations au gouvernement provisoire. *L'Ex-Royale famille de France.*—Louis-Philippe et la Reine Amélie ont pris les noms de Duc et Duchesse de Neuilly et sont au château de Claremont ainsi que le Duc et la Duchesse de Nemours, et leurs 2 enfants, le Comte d'Eu, le Duc d'Alençon, le Duc et la Duchesse de Montpensier et la Duchesse Augusta. La princesse Clémentine est avec son mari. La Duchesse d'Orléans avec le comte de Paris et le Duc de Chartres sont arrivés à Ems le 2 mars. Le Duc et la Duchesse d'Aumale, et le Prince et la Princesse de Joinville étaient à Alger aux dernières dates. La Reine des Belges est demeurée à Bruxelles.—Une lettre particulière annonce que Louis-Philippe a dit que la reine Amélie le pressait lorsque les troubles ont éclaté à Paris de se mettre à la tête des troupes pour s'opposer aux révolutionnaires, mais qu'il a préféré suivre les avis et conseils des deux ducs de Nemours et de Montpensier et qu'il abdiqua en conséquence.

ANGLETERRE.—Les ministres ont été obligés d'abandonner leur mesure pour augmenter l'*income tax* après qu'elle eût été passée avec des amendements. On dit que la santé de lord John Russell est très mauvaise et qu'il sera bientôt forcé d'abandonner son poste de premier ministre. Il y a eu en Angleterre 150 faillites du 20 février au 10 mars.

IRLANDE.—L'excitation produite par les nouvelles de France est inconcevable. Les corporations de Dublin et Kilkenny ont préparé des adresses au peuple français. A Cork, Drogheda, *Limerick*, *Clonmel*, Roscrea et autres lieux, il y a eu de grandes réjouissances, illuminations, etc.

ITALIE.—Le bruit de la révolution française se répand et cause partout le *plus* grand enthousiasme. Les journaux de Turin encouragent le roi à se mettre à la tête de ses troupes et à tenter le salut de l'Italie par la force. Dans toutes les parties de la Peninsule on ne craint plus l'armée Autrichienne et on se prépare à la guerre. En Sicile et en Sardaigne on se bat encore. On disait qu'une armée autrichienne de 20,000 hommes marchait sur Naples pour prêter main-forte au Roi contre ses sujets. Une flotte anglaise s'est aussitôt rendue sur les côtes pour empêcher les Autrichiens de traverser à Naples. A Messine le peuple s'est battu admirablement bien le 22 février et a fini par prendre l'arsenal et les forts excepté celui de San-Salvator.

AUTRICHE.—Un prêt de 30,000,000 de florins a été effectué par la Russie pour l'Autriche.

Russie.— Un correspondant de Berlin écrit à la *Gazette de Magdebourg* que des troubles ont éclaté à St. Petersbourg et qu'une tentative a été faite de tuer l'Empereur.

Prusse.—On écrit de Cologne que, partout dans la Prusse et les Etats du Rhin, la bourgeoisie est déterminée à gagner son indépendance. On attend patiemment une occasion favorable.

Dublin, 9 mars.—Voici une espèce de manifeste au peuple irlandais par l'association du rappel, signé par Maurice O'Connell et le secrétaire Ray.

" Compatriotes,—La valeur de ce qui se passe en Europe actuellement est immense pour nous, comme pour le peuple de tout autre pays du monde affligé et opprimé.

" Rien ne peut empêcher de prendre part aux bons effets du grand mouvement actuel pour conquérir les droits populaires et la liberté nationale, point d'excès de violence de notre part.

" Ne nous laissons pas entraîner aux crimes ou à la désobéissance aux lois par les discours extravagants ou les écrits d'un parti quelqu'il soit.

" Bien-aimés compatriotes, s'il était possible que vous puissiez être séduits et égarés par des indiscrets, et peut-être par des perturbateurs payés, quelle en serait la conséquence.

Ce serait manquer de confiance dans les glorieux principes d'agitation constitutionnelle pour les droits du peuple. Le reste du document recommande la paix, mais aussi de profiter de la circonstance pour demander ce qui est dû, juste et loyal suivant le programme de l'association du rappel.

Une lettre particulière de Paris dit que deux jeunes Canadiens, étudiants en médecine, M. Lamothe de Montréal et M. Fiset de Québec, ont pris part à la révolution et se sont même distingués dans plusieurs rencontres avec les troupes.

Minerve.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 4 AVRIL 1848.

Nous trouvons dans le *Journal de Québec* la traduction suivante d'une résolution passée à une assemblée de congrégationalistes de Québec :

" A une assemblée tenue dans l'Eglise des Congrégationalistes, dans la rue du Palais, et présidée par JOHN SEWELL, ECUYER, le 7 du courant, il a été résolu, sur motion du RÉVD. DAVID MARSH, secondé par R. MIDDLETON, ECUYER :

" Que, vu l'état MORAL et SPIRITUEL de nos co-sujets, les CANADIENS-FRANÇAIS, et l'IGNORANCE, les SUPERSTITIONS et l'AVEUGLEMENT où ils sont plongés, un effort soit fait, au nom de Dieu pour *améliorer* leur état, en répandant parmi eux les Saintes-Ecritures, des *tracts* religieux, et en leur prêchant l'*Evangile*, par le moyen de COLPORTEURS."

Remarquons d'abord que le premier journal à Québec, qui ait *reproduit cette résolution*, est le *Quebec Gazette* dont l'éditeur est catholique. Remarquons aussi qu'en reproduisant cette résolution, notre confrère n'a fait aucune remarque, aucune réflexion, aucuns commentaires. Certes, ce n'est pas là à quoi l'on devait s'attendre de sa part ; lui qui toujours a semblé prêt à défendre en toutes occasions les droits des catholiques, lui qui si longtemps a lutté avec ses concitoyens d'origine française pour leur conserver leurs droits, leurs institutions, leur langue et leur religion, il ne dit pas un mot, pas un seul mot, dans le moment où l'on accuse les Canadiens-Français d'ignorance, de superstitions, etc., dans le moment où l'on médite *publiquement* de faire parmi eux des prosélytes, pour les entraîner dans l'erreur. Un pareil silence a de quoi étonner ; il serait bien propre à chagriner, si l'on ne supposait pas que notre confrère du *Québec Gazette* n'a pas d'abord pris connaissance de cette résolution, et qu'il a trouvé ensuite qu'il était trop tard pour en parler. Néanmoins nous l'invitons à rectifier cet oubli et à se joindre à ses confrères de la presse de Québec, et à ses confrères de la presse de Montréal qui ne manqueront pas, à l'exemple des premiers, de censurer comme il convient les moteurs de cette résolution.

Pour notre part, c'est au *Montreal Witness* que nous nous adressons en cette circonstance, pour savoir de lui comment s'appelle ce que la société des congrégationalistes de Quebec a intention de faire. Qu'il se souvienne que l'été dernier, MM. les ministres protestans et le *Witness* lui-même (si nous nous en souvenons bien) ne cessèrent de crier, et d'accuser les prêtres catholiques de tenter de la propagande auprès des émigrés à la Grosse-Ile. Qu'il se souvienne que lui, l'éditeur du *Witness*, et plusieurs de ses confrères protestants jetèrent les hauts cris, lorsque les émigrés de la Pointe St. Charles furent secourus par les prêtres de ce diocèse. Comme pour la Grosse-Isle, ils ne craignirent pas de dire que nos prêtres faisaient parmi ces émigrés des catholiques de vive force, etc. Cependant il n'en était *nullement ainsi* ; nos prêtres ne faisaient que remplir les devoirs de leur saint ministère ; ils ne forçaient personne à se faire catholique, comme ils ne refusaient à personne d'être admis au sein du catholicisme. Le *Witness* et ses amis ne furent néanmoins contents que lorsque les catholiques eurent été séparés des Protestants. font-ils criaient alors à la propagande, et aujourd'hui que peut-ils, et que soutiennent-ils ? Ils soutiennent d'abord que les Canadiens sont ignorants, superstitieux et plongé dans l'aveuglement ; ce qui, entre parenthèse, n'est qu'une odieuse calomnie, qui ne pouvait être inventée que par des hommes, qui n'ont d'autre but que de pervertir les Canadiens Français. Mais écoutons-les. " Au nom de Dieu, disent-ils, nous allons tenter de les convertir, et cela en leur fournissant, par le moyen des colporteurs, de nombreuses bibles." Eh bien ! Voilà qui s'appelle parler clairement. A l'avis de M. Marsh et de M. Middleton (l'éditeur du *Morning Chronicle* qui a eu honte de publier cette résolution), les Canadiens-Français sont dans la voie de la perdition, et les voilà qui *veulent* les *en retirer*, et à cet effet les bibles s'impriment à force et l'on va s'empresser de les répandre parmi eux. N'est-ce pas là de la propagande et de la pire propagande ? N'est-ce pas là faire précisément ce dont le *Witness* accuse sans cesse les prêtres catholiques ? Et pourtant, notre excellent confrère garde le silence à ce sujet. Il n'élève pas la voix pour condamner une tentative aussi injuste et aussi anti-sociale que celle-là. Pourtant il pourrait se faire qu'il n'ait pas encore eu le temps de réunir ses idées à ce sujet, ni de *composer le moindre petit article*, pour condamner une pareille résolution et montrer qu'à l'heure qu'il est il n'a pas changé, que ses principes sont les mêmes, et qu'il ne craint pas de condamner même ses propres avis, lorsqu'ils ont tort. Pour ces considérations, nous nous arrêtons ici, et nous demandons une réponse. En attendant, nous ajoutons que les catholiques doivent se mettre en garde contre ces tentatives honteuses de prosélytisme, et refuser les bibles de ces colporteurs aussi bien que tous leurs *tracts*, pamphlets, etc., qu'ils ont *l'insigne délicatesse et l'extrême politesse* de déposer dans nos maisons.

Nous nous faisons un véritable plaisir de publier la lettre suivante adresssée par M. Belcourt, le zélé missionnaire, à tous les prêtres du diocèse de Québec. Nous n'avons qu'un mot à y ajouter, c'est celui-ci : " Vous ne refuserez pas ! "

Québec, 17 mars 1848.

MONSIEUR,

Etant sur le point d'entreprendre une nouvelle mission dans une contrée qui ne dépend pas du Canada, et où par conséquent je ne puis me flatter d'avoir part aux libéralités de l'association qui y a été établie pour la propagation de la foi ; ayant cependant tout à faire dans un pays où je ne dois trouver que la terre nue, j'ose implorer votre coopération pour obtenir de vos *paroissiens* quelques légères aumônes au moyen desquelles je puisse entreprendre la construction d'une chapelle au chef-lieu de la mission. Je sais que la disette dont le Canada souffre depuis longtemps, jointe aux sacrifices que ses habitants sont continuellement obligés de faire pour des œuvres de charité, a dû réduire considérablement leurs ressources. Mais je n'ignore pas non plus combien nos chers compatriotes ont à cœur le succès des missions du Nord-Ouest, où l'on rencontre partout des Canadiens, ou de leurs enfants, employés au service des compagnies de traites, ou alliés avec les nations sauvages. Voilà ce qui m'enhardit à recourir avec confiance à leur générosité. D'ailleurs je ne leur demande qu'une légère obole : le sou donné par les fidèles du diocèse dans une quête faite à l'église me mettrait indubitablement en moyen d'exécuter mon projet.

Le siége de cette mission sera *Pimbina*, situé à l'embouchure d'une petite rivière du même nom, sur la gauche de la Rivière-Rouge. Ce fut là que s'établit, en 1818, le vénérable M. Dumoulin, qui, dans des temps difficiles, y bâtit une chapelle, et y annonça le premier la parole de Dieu, avec un zèle qui a rendu sa mémoire précieuse aux yeux de tous les habitants du pays.

Pimbina résume dans l'esprit des métis et le nom chéri de leur premier missionnaire et le souvenir heureux du jour où ils furent tous appelés à la lumière de la foi. Ce poste, peu après son établissement, ayant été reconnu se trouver au sud du 49° parallèle, et conséquemment sur le territoire des Etats-Unis, le gouverneur de la colonie ordonna à ses habitants d'aller s'établir au nord sur le territoire britannique. Ceux-ci obéirent à regret ; mais quelques-uns retournèrent plus tard dans cette localité qui leur offraient plus d'avantages.

La mission de Pimbina comprend toute cette partie du territoire de la Baie d'Hudson qui est au sud du 49e parallèle, formant une étendue de pays d'environ 150 lieues du nord au sud, sur à peu près 350 lieues de l'est à l'ouest. On y rencontre un grand nombre de tribus sauvages vivant de la chasse du bison qui y est encore abondante. C'est là encore que vont chercher une nouvelle patrie ces nations indiennes dont le gouvernement des Etats-Unis a acheté les terres et qui sont obligées de fuir pour faire place aux colons européens. Le sol en est fertile, et n'attend plus que la charrue pour ouvrir son sein à une *culture productive*. L'air y est salubre, et l'on n'y connaît point ces fièvres malignes qui se font sentir avec tant de rigueur plus au sud sur le territoire dont les eaux vont se jeter dans le golfe du Mexique.

Si vos paroissiens, Monsieur, daignent répondre à mon appel, je vous prie de vouloir bien envoyer leurs offrandes à M. le grand-vicaire le plus voisin, ou au secrétariat de l'archevêché. Je sollicite en même temps, pour ces missions lointaines et pour ceux qui doivent y travailler, une part dans leurs ferventes prières.

J'ai l'honneur d'être,
Avec une respectueuse considération,
Monsieur,
Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
G. A. BELCOURT, Ptre., *Missionnaire.*

Une correspondance privée, qui nous est amicalement communiquée, nous fournit quelques détails fort intéressants sur la situation des partis en France et sur la position que l'on fait au clergé.

" Le gouvernement provisoire proclama la république, déclara la peine de mort pour délits politiques abolie, adopta le drapeau tricolore tel qu'il était du temps de la république (Bleu, Rouge, Blanc), garantit le travail aux ouvriers, décréta la formation d'une garde nationale *mobile* de 25,000, outre la garde nationale ordinaire dont tout citoyen peut faire partie ; il ordonna d'arrêter MM. Guizot, Duchâtel, etc. ; mais on croit qu'ils sont en Angleterre, comme le Roi. Du reste la France, en général, a adhéré à ce gouvernement provisoire ; après quelques jours les choses ont repris leur train ordinaire. Mais on craint soit la guerre à l'étranger, soit la guerre civile. Les communistes ont un journal ; ils se montrent assez modérés pour le moment ; ils ne peuvent pas beaucoup. On craint que le peuple ne se tienne pas pour satisfait, qu'il ne veuille un gouvernement plus populaire. Les élections se feront *le dimanche de la Passion*, dit-on, et l'Assemblée Nationale se réunira le Jeudi-Saint à Paris. Les fonds publics ont baissé énormément, on croit qu'il y aura beaucoup de faillites.

Qu'est devenu le séminaire de St. Sulpice pendant ce temps ? Le vingt-quatre au matin, comme on voyait le progrès de la révolution, on quitte le séminaire peu-à peu en habits laïques, et il n'y eut que Mgr. Houssard, un des directeurs, qui y coucha ; le lendemain et surlendemain il en partit beaucoup pour les provinces. Mais le lundi 23, on reprit les classes, et le séminaire assista à un service pour les victimes, qu'avait ordonné Monseigneur ; on chanta *Salvam fac Rempublicam.* A l'occasion du carême, Monseigneur a ordonné, dans un mandement, des prières pour la France, pour attirer les lumières du Saint-Esprit sur le choix du futur gouvernement. Il a montré que le clergé n'était pas hostile à la liberté ; qu'au contraire il avait toujours rappelé leurs devoirs aux rois, etc. Il a pleinement accepté le nouvel ordre de choses ; il n'a pas manqué de réclamer la liberté d'enseignement ; ce mandement est remarquable. Les évêques ont donné des mandements dans le même sens.

Dès le 1er ou le second jour, l'école de St. Cyr s'était présentée pour occuper le séminaire ; mais on répondit qu'il n'était pas déserté ; on fit la visite du séminaire, et on plaça au parloir un poste de garde nationale pour quelques jours. Il y a un drapeau devant la poste avec ces mots *peints* sur le haut de la porte d'entrée : Liberté, égalité, fraternité ; il en est de même d'ailleurs de tous les établissements publics.

On n'est pas hostile au clergé, peut-être à cause de Pie IX dont le buste était placé sur quelques *barricades* ; dans quelques journaux, on a représenté les séminaristes comme brûlant de l'enthousiasme de la liberté, ennemis de l'absolutisme, et tout prêts à s'enrégimenter avec la solde de soldats comme aumôniers dans la garde nationale mobile.

Au pillage des Tuileries, un élève de l'école polytechnique a présenté le crucifix de la chapelle du château, en s'écriant que c'était le Christ qui le premier avait prêché la liberté. On a ensuite pris un bedeau à qui on a fait prendre le Saint-Ciboire, et on l'a ainsi porté tout tremblant chez M. le curé de St. Roch. M. Lacordaire, qui prêchait le dimanche suivant à Notre-Dame sur l'existence de Dieu, en a pris pour preuve le respect et l'adoration de cette multitude encore armée, devant le Très-Saint-Sacrement. L'enthousiasme qu'il excita le fit applaudir de tous malgré la sainteté du lieu. M. Lacordaire doit commencer bientôt un nouveau journal intitulé l'Ere " Nouvelle."

GRANDE ASSEMBLÉE.

Nos lecteurs verront par l'annonce qui se trouve dans une autre colonne que, demain soir à 7½ heures, il y a au marché Bonsecours une grande assemblée pour la colonisation des Townships. Inutile d'engager les citoyens de Montréal de s'empresser de se rendre à cette réunion qui ne peut manquer d'être bien nombreuse. Nous sommes certain qu'ils comprennent trop l'utilité de cette nouvelle entreprise pour ne prêter pas leur appui aux messieurs qui ont pris l'initiative. Les dames sont particulièrement invitées à s'y rendre ; on aura soin, dit l'annonce, d'avoir des siéges qui leur seront réservés.